



Secrétariat National aux Etudes

Parti Socialiste

15.01.2004

LE FRONT NATIONAL

Un programme de régression sociale et d'illusion nationale

Introduction

Lire le programme du Front National

I – Une vision réactionnaire de la France

- . La famille
- . L'immigration
- . L'enseignement
- . L'environnement

II – Une vision dépassée de la souveraineté

- . La politique étrangère et l'Europe
- . Les institutions

III – Une vision étroitement répressive de la sécurité

- . La police et la justice
- . La défense

IV – Une vision ultra-libérale et néo-protectionniste

- . L'économie et la fiscalité
- . L'entreprise et l'agriculture

V – La démagogie sociale

- . L'emploi
- . Le social
- . La santé

VI – Une vision étroitement nationaliste de la culture

Conclusion

Combattre le Front National

Il faut toujours lire les textes du Front National. La tendance, en effet, existe aujourd'hui de prendre sa communication qui met en avant ses préoccupations sociales pour une réalité. La tentative d'élargir son audience dans les catégories populaires de l'électorat dicte ce choix.

De même, la modération (à éclipses) de Marine Le Pen n'a pas d'autre intention que de gagner une forme de respectabilité dans les catégories moyennes particulièrement présentes en Ile-de-France.

Mais, pour qui prend la peine de s'informer, rien n'est venu modifier le programme fondamental du Front National. Le texte adopté à son dernier Congrès de 2003, et toujours consultable sur le site du F.N., est d'une grande clarté. L'ultra-libéralisme commande les propositions économiques du Front National.

Il repose sur une volonté de réduire l'Etat à ses fonctions régaliennes, en démantelant les services publics, au premier rang desquels l'éducation. Les propositions fiscales atteignent un sommet d'irréalisme avec la suppression de l'impôt sur le revenu et des droits de succession.

On ne peut pas avouer plus nettement vouloir une politique « pour les riches ». Tout le subterfuge repose en fait sur la promesse de conserver les avantages sociaux pour « les seuls français de souche ». C'est pour cela que la xénophobie et le racisme - sous l'appellation de « préférence nationale » - continuent de sous-tendre toute la pensée du Front National. Tout cela ne peut que conduire à un isolement profond de la France - le Front demande d'ailleurs très logiquement de rompre avec l'Union Européenne.

La structure de cette politique, nous la connaissons depuis longtemps. Elle n'a guère changé depuis les origines du Front National. Il ne faut pas cependant la dénoncer de manière abstraite.

Le maintien du Front National dans la vie politique demande une contre-argumentation précise. Nous devons mettre en évidence la contradiction majeure qui existe entre un ultra-libéralisme économique et social de fait et une démagogie nationale et sociale sans limite. Le discours politique de Le Pen ne tient, en grande partie, que parce que ses électeurs et ses sympathisants ne voient pas les dangers qu'il contient pour leurs propres situations - sans parler du péril pour le pays.

L'objet de ce travail est de donner, par une simple lecture critique du programme même du Front National, les éléments pour une offensive politique convaincante dans nos journaux, nos tracts, nos réunions.

Alain BERGOUNIOUX
Secrétaire Nationale aux Etudes

1 -Notre analyse critique suit le plan du programme du Front National et toutes les citations sont tirées du texte consultable sur son site (consultation faite à la date du 05/01/2004). Ce travail a été réalisé avec la collaboration d'Eric d'Osmond et de Philippe Lamy.

I – Une vision réactionnaire de la France

L'introduction de la première section du programme du Front National ne doit guère servir en campagne électorale. Elle n'est pas « grand public ». Mais, elle est très révélatrice de la persistance de la pensée réactionnaire depuis deux siècles dans notre pays. Et, surtout, elle commande ce qui est dit ensuite sur la famille, l'immigration, l'éducation et l'environnement.

Le Front National asseoit clairement l'identité de la France sur un fondement religieux : « L'histoire des peuples du monde l'atteste : une civilisation ne peut durer sans se référer à un ordre qui dépasse les individus. » Ou encore : « C'est cet élément religieux, ou plus exactement sacré, qui est dans toute société normale, le fondement du pouvoir ». On comprend pourquoi le Front National n'éprouve pas le besoin de rappeler les principes de la laïcité dans notre pays ! D'autant qu'il fait reposer la crise du monde moderne sur « la sécularisation progressive des sociétés occidentales ».

Le Front National récuse donc l'idée du « contrat » entre les hommes qui est un fondement du pacte républicain. La société ne peut être que le produit d'un « ordre naturel ». Les penseurs contre-révolutionnaires du XIXème siècle sont explicitement cités, Louis de Bonald et Joseph de Maistre. Pensée retrempee dans les conceptions biologiques d'un Alexis Carrel, auteur de référence du Front, encore en 2003, l'un des pères de l'eugénisme et collaborateur patenté sous l'occupation...

Il y a donc un « ordre naturel des choses » dont l'homme ne doit pas chercher à s'affranchir. Et se trouvent ainsi condamnés pêle-mêle, les révolutionnaires de 1789, les républicains laïques, les socialistes, les mondialistes, « nouveau visage du mal » etc... Le moins que l'on puisse dire est que le Front National ne cache pas la couleur... Il donne explicitement ce qu'est le fondement de sa logique politique.

La Famille

Pilier de l'ordre naturel, la famille est victime d'un « complot » par les gouvernements successifs avec des « modèles sociétaux » régressifs comme le P.A.C.S., l'avortement facilité aux mineures et l'allongement de son délai légal, la distribution de la pilule abortive dans les établissements scolaires, sans consultation des parents, la dissolution par étapes du droit de la famille (nom patronymique, transmission des biens, simplification des formalités du divorce) ». L'on ne s'étonnera pas de trouver une condamnation sans appel de l'I . V. G., assimilée au « refus frileux de la vie » et à « la culture de mort ».

L'avenir de la France est dit reposer dans le relèvement du taux de natalité des « Français de souche ». Le Front National prenant soin de décompter « les naissances étrangères ». Cela ne surprendrait guère qu'à côté de la responsabilité de « la culture soixante-huitarde » soit mis surtout en avant, le rôle d'une politique migratoire qui aurait pour volonté « de faire disparaître la France en limitant le nombre de français à naître, tout en appelant sur notre sol, un nombre croissant de ressortissants immigrés. » ! Ce n'est pas le seul chapitre où est utilisée par le Front National, la théorie du « complot ». C'est une vieille idée de la pensée réactionnaire. Les lecteurs doivent évidemment être très attentifs aux « solutions » mises en avant. **La politique familiale frontiste, en effet, demande :**

- des dispositions civiles, fiscales, sociales, en faveur exclusivement des foyers légitimes et de leurs enfants eux aussi légitimes ;
- l'abrogation des lois sur l'avortement, l'inscription du droit à la vie dans la Constitution – l'enfant à naître étant un sujet de droit dès la conception – l'abrogation par conséquent des lois sur l'I. V. G. Il est à noter que Marine Le Pen, pour modérer son image, a indiqué qu'elle n'abrogerait pas la loi Veil, mais qu'elle était de toute manière contre l'avortement (Présent 22 novembre 2003). Le texte du programme, lui, n'a pas été changé ;
- Le retour à l'ordre moral avec notamment l'abrogation du P.A. C. S. imposé par un « lobby organisé » ;
- Le vote familial en sus du vote individuel pour les seules familles françaises.

Tout cela mérite d'être médité et suffit pour ruiner le discours d'apparence moderniste qu'emprunte parfois Marine Le Pen.

L'immigration

Paradoxalement, alors qu'elle occupe une place centrale dans le discours du Front National, l'immigration ne remplit que quelques pages du programme. Cette brièveté est la contrepartie du fait, qu'en réalité, elle est implicitement partout présente.

Car, pour le Front National, tout tient à ce qu'il y a « une submersion programmée » de la France par une immigration voulue par tous les gouvernements de gauche et de droite depuis trente ans, par le patronat et « le capitalisme français ». La théorie du « complot » est à nouveau utilisée : « Les politiciens de l'établissement pensent que le dernier verrou à faire sauter, c'est la nation ». La France doit se banaliser dans l'ordre international, se dissoudre dans la fédération européenne, devenir un simple territoire de résidence »...

Dans cet esprit, il s'agit moins pour le Front National de condamner l'immigration irrégulière que de proscrire l'immigration en général, donc l'immigration régulière tout autant. Le regroupement familial est comparé à « l'installation de colonies de peuplement »... Il s'agit donc pour le Front National « de renverser le courant ». Pour ce faire, il s'agit d'appliquer strictement la préférence nationale, pour l'emploi, le logement, les allocations familiales et sociales, de refonder la nationalité française sur le droit du sang et d'appliquer la déchéance de nationalité, de supprimer la carte de séjour de dix ans, en rétablissant la double peine, etc...

Et dire qu'il y a des Français dont les parents sont venus de l'immigration, qui votent ou ont de la « sympathie » pour le Front National ! Aujourd'hui, on estime à 25 % la proportion des Français dont au moins l'un des grands-parents est immigré. L'idée qu'il y ait une « pureté » de la France est un fantasme qui ne correspond en rien en la réalité. On voit ainsi le danger de l'idée d'une déchéance de la nationalité. C'est une idée qui date de Vichy où elle a été appliquée.

Il faut, évidemment, à côté de la dangerosité des idées du Front National, insister sur les contre-vérités répétées dans le programme. **Ainsi, le prémisses justifiant la « préférence nationale » est que les immigrés occupent les emplois des Français. Or, elle est fautive, les immigrés occupant pour l'essentiel des emplois que les résidents français ne veulent pas occuper.** Il faut rappeler, encore une fois, que l'immigration, loin de coûter à la sécurité sociale, contribue à son équilibre financier en raison de la structure de sa population avec une proportion plus grande d'actifs. Enfin, il faut souligner que la France a aujourd'hui le solde migratoire (les entrées moins les sorties), par habitant, le plus faible de l'Union Européenne.

Nous avons dit cela, hélas depuis longtemps. Il faut bien sûr le répéter. Mais, il faut surtout montrer aux millions de français, qui sont en fait les cibles du Front National, ce que seraient les conséquences concrètes pour eux-mêmes du racisme social qui est prôné dans ce programme.

L'enseignement

Le tableau que le Front National dresse de l'Education Nationale est volontairement apocalyptique : « Le système éducatif français est en faillite ». Là, encore, cela relève d'un plan soigneusement prédéterminé par les ennemis de la Nation : « Le désastre scolaire français n'est pourtant pas le fruit du hasard ou de la fatalité : il s'inscrit dans un processus mûrement réfléchi de destructions des intelligences et de l'identité française » ou encore « Le Ministère de l'Education Nationale est au service d'un projet totalitaire de manipulation psychologique et mentale des enfants, qui a pour objectif la destruction de « la notion purement individuelle de l'intelligence » ou enfin « un projet subversif complet est à l'œuvre. Il repose, tout d'abord, sur le postulat qu'il n'y a pas de nature humaine stable et définie ».

Le Front National n'a évidemment pas digéré les manifestations d'une partie de la jeunesse, après les élections régionales de 1998 et le premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Il ne veut y voir que l'effet d'une manipulation !

Les mesures que préconise le Front National méritent d'être connues... Appliquées, elles organiseraient un complet démantèlement de l'Education Nationale, pour favoriser l'enseignement privé marchand. Que l'on en juge :

- L'institution d'un chèque scolaire pour « redonner aux parents le choix de l'école », qui permettrait une égalité de traitement entre l'école privée et l'école publique. Le tout s'accompagnerait d'une abrogation de la loi de 1998 relative à « l'obligation scolaire » ;
- L'autonomie pour tous les établissements scolaires et l'indépendance réelle pour les universités ;
- La libération de l'école de l'idéologie et de l'immigration... Les Zones d'Education Prioritaires seraient ainsi supprimées. La préférence nationale serait également la règle ;
- La réhabilitation des enseignements qui confortent l'identité nationale : « La politique se doit d'encadrer la version historique qui est dispensée aux jeunes Français ».

Cette vision de l'école, à l'image de celle que le Front National se fait de la société, postule une inégalité de principe entre les élèves et entre les familles, ce qui est l'exact contraire de l'idée républicaine.

L'environnement

Le programme accorde une grande place au thème de l'environnement. Cela n'est pas que tactique. Car, l'extrême-droite accorde une grande place - comme nous l'avons vu dans l'examen de l'introduction - à l'ordre naturel. Ainsi le Front National revendique la paternité de ce qu'il nomme la « réaction écologique », en évoquant les travaux d'Alexis Carrel. Cela passe évidemment par la dévalorisation de l'écologie politique française : « Les « Verts » ont perverti ces idéaux (ceux de l'écologie) et y ont mêlé le tiers-mondisme, la culpabilisation de l'occident, un « planétarisme » appelant au brassage des populations ; en totale opposition avec le respect des légitimes diversités humaines et un catastrophisme s'appuyant sur l'analyse discutable de phénomène comme « l'effet de serre » pour imposer des solutions mondialistes, négation de notre civilisation et de notre identité ».

La préoccupation environnementale revisitée par l'extrême-droite peut sommairement être déclinée ainsi. Tout d'abord, le « retour à la terre » y est prôné sur un mode pétainiste. Le contrepoint de la nostalgie bucolique est une critique de la ville

comme lieu de perdition, comprenons comme toujours, d'immigration « Les villes et leur périphérie ont été rendues hostiles à leurs habitants (...) délinquance généralisée liée à un remplacement des Français par des populations allogènes. » **Le rejet de la modernité permet de critiquer l'idée de progrès puisqu'elle s'est identifiée à la pollution et à la destruction par l'homme de l'environnement naturel qui lui avait été donné.**

Le programme comporte une trentaine de propositions pour la défense de l'environnement. C'est un florilège d'intentions générales : « Lancer une grande politique de la ruralité, sauvegarder nos vallées, protéger nos littoraux et nos cours d'eau, renforcer la lutte contre les incendies de forêts, organiser le recyclage des déchets, lutter contre le bruit, etc... » Mais de temps à autre, les intentions profondes des lepénistes apparaissent : ainsi, il n'est pas question de ratifier le protocole de Kyoto, puisque la France devra « dénoncer tout acte diplomatique tendant à réduire sa souveraineté en la matière ». Contre « l'invasion de produits des pays peu exigeants en matière de protection sociale, sanitaire et environnementale », il faudra mettre en avant des « normes élevées de qualité de vie », en un mot « un protectionnisme généreux ». Il fallait oser le terme... Cette vision condamne de fait tout dialogue Nord-Sud en matière d'environnement, alors que nous savons que les solutions aux grands problèmes écologiques ont nécessairement une dimension mondiale.

II – Une vision dépassée de la souveraineté

La politique étrangère et l'Europe

Le Front National est un parti nostalgique, nostalgique de la puissance française d'antan, de ses colonies et de son empire. Sa vision du monde est passéiste : « nous sommes les héritiers de tout ce qui a fait la grandeur de la France spirituelle, culturelle, politique, économique, des Croisés aux bâtisseurs d'empire, des missionnaires et marins d'hier aux ingénieurs d'aujourd'hui ».

Il n'est guère surprenant d'y retrouver la thèse du déclin de la France, thème classique à l'extrême droite. La France n'a plus de politique étrangère digne de ce nom et ne pèse plus sur les orientations du Monde. Le Front National ne trouve pas même grâce à la politique du fondateur de la Vème République qui, avec la guerre froide, a accepté la « subordination de fait aux Etats-Unis ». Le Front National n'a pas véritablement de politique étrangère. Ses objectifs ne sont qu'une suite de refus, retraits et rejets. Refus du Nouvel Ordre Mondial des Etats-Unis et de son modèle « multiracial et multiculturel » ; retrait de l'O. T. A. N. et de l'U. E. O. et surtout rejet complet et total, quasi viscéral de l'Europe.

Même si la chute du mur de Berlin a fait perdre au Front National son éternel ennemi, le Communisme, celui-ci n'abandonne pas son idée d'organiser un « véritable « procès de Nuremberg du communisme » (...) afin de faire la vérité sur l'idéologie la plus sanglante de l'histoire de l'humanité ». Cette idée, défendue avec acharnement par les militants du groupe catholique « Chrétienté Solidarité » de Bernard Antony, vise

également à relativiser et banaliser les crimes du nazisme. Il faut faire « sauter le verrou d'Auschwitz » qui continue de marginaliser l'extrême-droite.

Le grand ennemi vient, bien entendu, du Sud, « l'expansionnisme islamique, s'appuyant sur une explosion démographique sans précédent ». Déjà, en 1974, Jean Raspail, dans un roman qui se voulait prophétique, « Le Camp des Saints », annonçait l'invasion des « nouveaux barbares », thème que reprend régulièrement le Front National.

Le Front National place évidemment la Nation au cœur de sa politique étrangère. La France aura pour vocation de défendre les nations dans le monde, au nom d'une solidarité de civilisation, occidentale, linguistique et francophone. Cette solidarité francophone est destinée d'abord à l'Afrique, que le Front National considère devoir être une des priorités de la diplomatie française. En réalité, il s'agit de maintenir et de renforcer les liens de sujétion qui nous unissent à ces pays, en leur demandant de lutter contre l'immigration, tout en « maintenant nos intérêts et nos ressortissants sur place ».

Mais, le grand sujet de politique étrangère demeure l'Europe, ou plus exactement la sortie de la France de toutes les structures communautaires européennes. L'extrême-droite considère que l'Europe est la source de tous les malheurs français (agriculture, industrie culture et même l'environnement, car les chasseurs ne pourront plus circuler comme ils l'entendent.) Le retour à la pleine souveraineté demeure le maître mot de la pensée lepéniste. Le Front National propose donc l'abandon de la monnaie unique, en consultant le peuple français, la dénonciation de tous les traités européens (de Rome à Amsterdam, en passant par Maastricht). Il n'y a évidemment aucune réflexion sur ce que seraient les conséquences de telles décisions pour le pays... Ce serait pourtant là, la vraie voie du « déclin français » !.

Les Institutions

On retrouve dans le programme du Front National sur les institutions de la France, l'analyse classique au sein de l'extrême-droite, de la coupure entre le « pays légal » et le « pays réel ». Sans que son nom ne soit jamais prononcé, Maurras, théoricien de l'Action Française, inspire fortement les thèses institutionnelles du Front National. « Autorité en haut, libertés en bas », cette formule de Maurras pourrait s'appliquer au programme du Front National !.

Le parti lepéniste reprend encore la vieille antienne du « complot ». Derrière l'apparence « républicaine », se cache une « oligarchie cosmopolite, corrompue et totalitaire ». Nous sommes en présence des thèses classiques de l'extrême-droite de la fin du 19^{ème} siècle, celles de l'obsessionnel de l'antisémitisme, Edouard Drumont, et de ces disciples comme Henry Coston et Emmanuel Beau de Lomenie, auteur d'une « Histoire de Dynasties bourgeoises », mentionnées dans ce chapitre, sans que l'auteur soit cité. Les militants formés du Front National auront, eux, compris l'allusion. Ce programme est d'ailleurs émaillé de nombreuses allusions.

Un lecteur non averti ne comprendrait pas que la preuve de l'existence de cette « oligarchie totalitaire », réside, par exemple, dans la volonté de M. G. Buffet, Ministre de la Jeunesse et des Sports, de rédiger une charte des mouvements scouts. Cette décision a eu, en effet, pour conséquence, l'arrêt du mouvement de jeunesse lepéniste de Roger Holeindre, dont les activités n'étaient pas conformes à la réglementation des activités de plein air encadrées.

Preuve de ce « complot », la déclaration de Jacques Chirac, en 1995, qui avait reconnu la responsabilité de l'Etat Français, dans la déportation des Juifs pendant la 2^{ème} Guerre Mondiale. Sans rappeler les circonstances, le Front National estime que « l'affabulation le disputait à l'odieux » dans cette déclaration.

Afin de pouvoir lutter contre cette oligarchie, le Front National entend restaurer l'Etat, en instaurant comme priorité, la « préférence nationale », dans la Constitution. Autre inspiration « Maurrassienne », le Front National défend la vraie décentralisation, en réinstaurant les libertés locales, les communes pouvant se constituer en « pays », les départements cédant la place aux « provinces ». Il s'agit de mettre fin à l'héritage de la République Jacobine, qui avait remis en cause « l'ordre naturel des choses ».

Le Front national milite pour le développement du référendum d'initiative populaire. L'E. N. A. sera supprimée et l'Etat recentré sur ses tâches régaliennes, c'est-à-dire essentiellement de sécurité intérieure.

III – Une vision étroitement répressive de la sécurité

La Police et la Justice

On ne peut pas dire que le Front National fasse preuve d'originalité en matière de politique de sécurité. Son argumentation s'appuie, en grande partie, sur les travaux du Club de l'Horloge, qui a publié en 2002 les travaux de son colloque tenu en 1998, intitulé : « *Rétablir la sécurité* ». Beaucoup des thèses et propositions développées par le Front National sont assez proches de celles de l'U. M. P. Le seul auteur de référence mentionné dans le programme du Front National est le professeur de Droit, Marie-Laure Rassat, inspiratrice de la Droite judiciaire et présente sur les listes de Jean Tibéri en 2001.

Mais, le constat développé par le Front National est apocalyptique. Nous assisterions à une « explosion de la délinquance et de la criminalité », les chiffres officiels étant le plus souvent « trafiqués ». L'immigration est considérée par le Front National comme la cause principale de cette situation. Il reprend également les thèses de Marie-Laure Rassat, sur le « lyssenkisme judiciaire ». La société française serait victime d'un « sida mental », faisant du délinquant une victime de la superstructure socio-économique ». L'idéologie « soixante-huitarde » est bien entendu visée.

Les mesures concrètes préconisées par le Front National concernent essentiellement la justice. Le programme ne consacre guère plus d'une page à la police et la gendarmerie, parlant d'augmenter ses moyens (en hommes et en matériels), sans donner de chiffres précis. Ils pourraient bénéficier d'une plus grande facilité pour l'utilisation de leurs armes à feu et quiconque oserait critiquer les forces de l'ordre ferait l'objet de poursuites pénales.

N'étant cependant pas à l'abri d'aucune contradiction, le Front National, qui veut réduire le nombre de fonctionnaires et diminuer fortement les impôts, propose d'augmenter le budget de la Justice à la hauteur de la Loi de Finances (1,86 % en 2004, soit 5,284 milliards ₣) et d'accroître « fortement » le nombre de magistrats. Mais ceux-ci devront prouver, comme du temps de Vichy, qu'ils n'appartiennent à aucune obédience maçonnique, ni à un « syndicat politisé ». Considérée comme le foyer de dangereux « gauchistes », l'Ecole Nationale de la Magistrature sera supprimée.

« Tolérance zéro », « rétablissement de la peine de mort », « expulsion des délinquants étrangers », rétablissement d'une peine « prompte et incompressible » : on le voit, la politique sécuritaire du Front National n'y va pas par quatre chemins. 13 000 nouvelles places de prisons devront être construites, prisons qui verront recréer en leur sein des Quartiers de Haute Sécurité.

Le Front National, qui entend ainsi « rompre avec la barbarie », pour reprendre son expression, porte en lui de fait cette « barbarie » qu'il dénonce.

La Défense

La défense constitue un sujet de choix pour le Front National. Contrairement à certaines légendes, l'extrême-droite a peu recruté dans les armées. La plupart des ses « experts » sont des militaires à la retraite qui ont perdu pied avec la réalité. L'un des deux rédacteurs de la partie militaire du programme, Roger Holeindre, a quitté l'armée depuis la guerre d'Algérie, après avoir échoué dans sa tentative de mettre sur pied un « maquis O. A. S. », en 1962.

Le Front National dresse, là aussi, un tableau apocalyptique de l'état de la défense française, tableau que certains à droite ne renieraient pas, à cette différence près que le Front National en fait porter la responsabilité à Jacques Chirac : « la fin de la conscription (février 1996) sonne le glas de la défense française ». Rien ne va plus dans les armées et les auteurs de dénoncer les fermetures de bases, les dissolutions de régiments, la « dégradation du pouvoir d'achat des militaires », le « démantèlement de notre industrie d'armement ». Conclusion : la France est désarmée.

Quels remèdes ?.

Paradoxalement, ceux qui pourfendent le « Nouvel Ordre Mondial » veulent appliquer à la défense, les recettes de la droite républicaine américaine et prônent un nouvel isolationnisme. Il s'agit de reconstituer la Défense Opérationnelle du Territoire (D. O. T.), comme si, de nouveau, l'ennemi était aux frontières (ou dans les frontières...), de refuser de participer aux opérations de l'O. T. A. N et de retirer la France de l'Eurocorps .

Dans une vision néo-gaullienne, le Front National veut doter la France d'une « défense nationale indépendante » et n'entend pas lésiner sur les moyens :

- Augmentation du budget de la Défense à hauteur de 4 % du P. I. B., soit l'équivalent de 60,85 milliards ₣ (400 milliards de Francs). Le budget 2004 est de 32,4 milliards ₣ (hors pensions).
- Reconstitution du site de missiles nucléaires du plateau d'Albion (contre les menaces du Sud !), démantelé depuis 1998.
- Création d'une garde nationale, d'une cinquantaine de demi-brigades, composée de volontaires. Une des fonctions sera bien entendu de participer au maintien de l'ordre, en renfort de la gendarmerie. L'ennemi intérieur n'est jamais très loin. Le Front National ne nous explique pas d'ailleurs comment il trouvera ces 200 000 volontaires.
- Développement d'une « forte capacité d'intervention extérieure ». Le Front National ne lésine pas sur les moyens, puisqu'il réclame en permanence 2 groupes aéronavals en état de prendre la mer (ce qui implique 3 voire 4 porte-avions, 5 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (soit 7 à 8), une dizaine de sous-marins nucléaires d'attaques, etc... L'aviation doit disposer de 400 appareils en ligne et l'armée de terre de 200 000 hommes opérationnels. Mais attention, les femmes ne devront plus représenter que 5 % des effectifs totaux !.

IV – Une vision ultra-libérale et néo-protectionniste de l'économie

L'économie et la fiscalité

« Par son interventionnisme, toujours et partout où il en a usé, l'Etat a stérilisé les initiatives, s'est surchargé de fonctionnaires, a augmenté démesurément les dépenses et les impôts, réduit la production, dilapidé de grandes sommes de richesse privée, restreint la liberté individuelle, devenant de la sorte un lourd et insupportable ennemi de la Nation, rejeté par nos compatriotes. C'est alors que la fuite en avant dans l'ultra-libre échangisme mondialiste se présente comme une « solution à cet étatismes écrasant ».

Nous avons là le fondement de tout le programme économique du Front National, qui mélange l'ultra-libéralisme, en voulant effectivement réduire l'Etat à ses fonctions régaliennes, et une volonté protectionniste. C'est l'affirmation du « produire français » qui ouvre cette partie du programme. Le libre-échangisme « détruit » et l'Etat « spolie » : « (...), il y a une profonde filiation entre l'étatisme et le libre-échangisme : chacun se nourrit l'un l'autre en une ténébreuse alliance. Chacun veut construire un homme nouveau en l'insérant dans des relations économiques artificielles qui le coupent de ses solidarités naturelles ».

Il en découle toute une série de propositions qu'il faut lire ensemble :

- un « protectionnisme raisonné » avec l'abandon de l'Euro, la surtaxe des produits étrangers, avec « des contingents d'importation » à certains types de produits et de biens, la reconquête du marché intérieur mais l'aide aux entreprises françaises sur les marchés extérieurs ;

- le « Pacte fiscal pour la prospérité française » (!) passe par la réduction des dépenses publiques de 11,5 milliards d'Euros par an sur dix ans, la suppression progressive de l'impôt sur le revenu, la suppression des droits de succession au sein de la famille, la suppression progressive de la C. S. G. et du C. R. D. S., la réduction de l'impôt sur les P. M. E. et P. M. I., l'instauration du quotient familial pour les cotisations sociales de prévoyance, la suppression de l'I. S. F. Il est à noter que la seule recette proposée est la mise en place d'un impôt sur les mouvements spéculatifs de capitaux qui est dit compenser la suppression de l'impôt de solidarité.

Ce qui frappe évidemment dans ces propositions, c'est d'abord l'irréalisme. Le Front National fait comme si l'économie française pouvait être autarcique et ne dépendait pas aujourd'hui de son intégration dans le monde. Le Front National cherche dans son programme à minimiser les chiffres. Mais, il est admis, dans toutes les statistiques, qu'un emploi industriel sur quatre dépend d'entreprises étrangères.

C'est en fait, une destruction des emplois qui suivrait l'application éventuelle d'un tel programme !. La sortie de l'Union Européenne serait encore plus catastrophique, la grande majorité de nos échanges se font à l'intérieur de l'Union Européenne. Les délocalisations abusives doivent être combattues – mais, l'essentiel ne pourra que passer par une harmonisation du droit européen.

La vérité de la politique du Front National s'éprouve dans les propositions fiscales. La suppression des deux seuls prélèvements fiscaux progressifs (l'I. R. P. P. et l'I. S. F.) et, encore, la C. S. G. et le C. R. D. S. montre une volonté d'alléger et, à terme, de supprimer la fiscalité progressive pour privilégier les ménages dans les situations les plus favorables. C'est la solidarité qui est évidemment visée. Le programme parle d'ailleurs de « l'illusion et de la nocivité de la redistribution fiscale ». Le Front National prétend favoriser « les classes moyennes ». Mais, le texte même du programme rappelle que ce sont 20 % des contribuables qui acquittent 8 % de l'impôt sur le revenu. Si l'on ajoute la suppression des droits de succession au sein de la famille,

il s'agit bien d'annuler tout principe redistributif entre les générations. C'est une société figée dans ses inégalités que nous dessine le Front National. La puissance publique serait privée de tout moyen de redistribution. C'est le but ! Le protectionnisme étant censé répondre aux besoins des Français...

L'entreprise et l'agriculture

Le rapprochement de ces deux thèmes n'est pas le fruit de notre volonté, il est celui qu'opère le Front National dans son programme. Car, il s'agit de refonder la société sur l'entreprise familiale, l'entreprise industrielle et commerciale comme l'entreprise agricole : « Avec la famille, l'entreprise à taille humaine est la seule structure élémentaire autour de laquelle puisse s'organiser d'une manière solide et durable la résistance à la marée montante du mondialisme. C'est la synergie famille-entreprise qui peut stabiliser l'équilibre de la société française, lui procurer le lest dont l'absence la livre à toutes les influences destructrices et favoriser la paix sociale : rien n'est acquis sans la réconciliation autour du travail quotidien. L'entreprise doit donc supporter une fiscalité modérée (...) ».

Il est passablement fascinant de voir que toute l'idéologie du Front National n'est que la continuation de la vision pétainiste de la France : l'enracinement dans le sol (« la terre, elle ne ment pas »), le capital national contre le capital apatride, la Charte du travail imposant la paix sociale, etc...

Tout se trouve dans les pages de ce programme. L'œuvre de tous les gouvernements depuis 1945 aurait conspiré à la destruction de l'entreprise familiale : « depuis près d'un demi-siècle, la plupart des mesures relatives à une entreprise française ont été prises sous l'influence de « l'économie administrative » et de la dérive libre-échangiste » ou encore « tous les gouvernants français, leurs ministres de l'agriculture successifs, de Pisani à Glavany, de Chirac à Rocard, de Cresson à Soisson,

portent la responsabilité de la ruine de l'agriculture française dont ils ont signé à Bruxelles la mort programmée », etc...

On pourrait évidemment s'arrêter là dans le commentaire. L'aspect réactionnaire saute aux yeux. Il y a un tel déni de la réalité du monde économique que la régression de toute l'économie française, industrielle, commerciale, serait inévitablement programmée.

Mais, il faut quand même souligner les principales contradictions que recèle ce programme. Il s'agit ainsi de soutenir les entreprises exportatrices pour « conquérir de nouveaux marchés », mais, il faut limiter les importations. « Une grande Nation comme la France se doit d'assurer, elle-même, l'alimentation de ses habitants en ne recourant qu'avec parcimonie à des approvisionnements extérieurs ». La France se comporterait donc comme si elle était seule au monde !. Les pertes d'emploi par centaines de milliers, les pertes de marchés en Europe et dans le Monde, le repli des investissements étrangers, etc... tout cela n'est compté pour rien...

Si du bout des lèvres, le Front National reconnaît que la politique agricole commune « a pu un certain temps faire illusion », il prône aujourd'hui « la renationalisation » pure et simple de la politique agricole. Bien loin de sauver l'agriculture en la coupant de ses marchés extérieurs, il l'abattra à coup sûr, elle, qui a du une grande partie de son développement depuis 1958 à un marché européen. Les conflits qui ont parsemé la P. A. C. et qui marquent aujourd'hui les négociations internationales ne doivent pas le faire oublier. **Le Front National fait reposer ses solutions pour les principales productions agricoles sur la conclusion de traités de commerce bilatéraux vis-à-vis des autres pays. C'est le retour au XIXème siècle !.**

Il est utile de noter également alors que précédemment le Front National annonce déjà la suppression de l'impôt sur le revenu, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, il ajoute la promesse d'une « fiscalité modérée » sur les entreprises et « la diminution des cotisations sociales ». Le tour de passe-passe ne peut tromper que ceux qui le veulent bien... Priver l'Etat de tout moyen économique et social d'intervention est une rêverie réactionnaire qui ne laisse présager qu'une Société dictatoriale ou anarchique...

Il est vrai que l'essentiel des propositions économiques du Front National est consacré au développement d'un « capital productif, personnalisé et localisé », la « Société de personnes à qualification reconnue » (S. P. Q. R. – on apprécie l'allusion romaine...) « commode et souple pour les chefs d'entreprise, attractive pour les apporteurs personnels de capitaux, le chef d'entreprise, lui-même, sa famille, ses proches, et d'éventuels apports extérieurs, tout en offrant les meilleures garanties aux

tiers ». On se demande bien lesquelles... Car, il s'agit de réorganiser la Société autour du pouvoir du seul capital, petit et moyen il est vrai – ce qui permet au programme frontiste de tonner contre « le grand capital », ce qui est sa touche dite sociale. Mais, on n'a jamais su que le pouvoir du petit capital était doux aux salariés, surtout lorsqu'on propose par ailleurs de créer « des syndicats, réellement libres, regroupés en organisations professionnelles paritaires de branche ». Ce qui veut dire concrètement la suppression des syndicats de salariés pour revenir au régime de la Charte du travail paritaire entre patronat et syndicats. Ce n'est pas S. P. Q. R. mais C. Q. F. D...

V – La démagogie sociale

L'emploi, le social, la santé

Le programme social du Front National présente un mélange de propositions ultra-libérales – pour tout ce qui concerne la protection sociale et le droit du travail – et de propositions très conservatrices pour tout ce qui concerne les libertés individuelles. On retrouve, en effet, ses deux ennemis idéologiques, l'individualisme libéral et la solidarité sociale : « jamais sans doute, notre Société n'a été en proie à un individualisme aussi brutal » qui s'écharne à détruire le lien social » ou encore, « la première dérive de notre système de santé est celle de sa socialisation ». Les causes du chômage pour les lepénistes sont moins à rechercher dans « les évolutions économiques et techniques » que dans « l'immigration massive et non contrôlée », le « libre-échange », le « fiscalisme et le poids des prélèvements obligatoires », « le maquis réglementaire auquel doivent faire face les entrepreneurs », « l'inadaptation de la formation professionnelle aux besoins des entreprises ».

Les principales propositions tiennent dans « l'instauration de la préférence nationale pour l'emploi » la « libération du salaire des charges sociales », donnant le choix aux salariés de cotiser pour assurer leur protection. Le « revenu parental d'éducation » pour « permettre » aux femmes de retourner au foyer, la « privatisation du système de santé » qui est devenu « un système redistributif », le remplacement du R. M. I. par une allocation personnalisée » liée à l'insertion obligatoire ainsi qu'à la condition familiale. Il va sans dire que le Front National propose l'abrogation des lois sur les 35 heures.

Ces propositions « sociales » s'avèreraient fortement défavorables à celles et ceux qu'elles prétendent défendre. Le programme social du Front National est, en fait, antisocial et antiéconomique. Tout cela demande une réfutation concrète.

La « préférence nationale » est fondée sur l'affirmation que les immigrés occupent les emplois des Français. Or, cela est faux. Car, ils occupent pour l'essentiel des emplois peu qualifiés, qui correspondent à des professions délaissées par les Français. Il suffit d'évoquer les entreprises du bâtiment, souvent en pénurie de main-d'œuvre, et qui connaîtraient une crise véritable s'il n'y avait pas d'immigrés. Tout cela est donc faux et évidemment dangereux. **Car le racisme social que porte le Front National désolidariserait le reste de la société des travailleurs étrangers dont elle a de fait besoin. Inutile d'ajouter qu'une telle mesure serait économiquement désavantageuse pour l'économie française.**

L'idée que les salariés ne toucheraient qu'un salaire direct et que le travail serait ainsi « revalorisé » conduirait à des difficultés majeures. Tout d'abord, elle laisserait l'individu, seul, devant la question de la protection sociale, privé des formes de solidarité qui sont nécessaires à la protection sociale.

Les salariés, les moins favorisés, seraient abandonnés à la gestion solitaire de leur protection sociale. Les inégalités en sortiraient grandies. La privatisation du système de protection sociale favoriserait les salariés les mieux rémunérés, plus « intéressants » pour les assurances privées et délaierait les salariés des catégories populaires dont les capacités de contribution sont inférieures. **Ce serait la fin de la solidarité entre les citoyens et le déclassement définitif des plus défavorisés.**

Le démantèlement du système du R. M. I., au profit d'une allocation liée au cadre familial, aboutirait implicitement à une forte diminution des aides aux plus démunis. En effet, les titulaires des aides sociales sont souvent des personnes isolées, dont l'esseulement contribue à aggraver leur situation.

Il est inutile également d'insister sur le fait que rien n'est dit sur le financement de la protection sociale, dont on connaît l'importance, alors même que le programme lepéniste prévoit des allègements massifs de charges sociales et de nouvelles allocations familiales (le revenu parental, l'allocation de solidarité personnalisée, etc...). La fantasmagorie financière atteint ici des sommets...

Pour achever de caractériser ce programme, il suffit de revenir sur la proposition du « revenu parental », accompagnée d'un « statut de la mère de famille ». C'est une vieille idée de l'extrême-droite française, renvoyer les femmes au foyer... Cela revient à nier une évolution majeure de société concernant le statut de la femme. La famille est aussi une réalité en mutation. Elle continue d'être une structure majeure de la vie sociale, mais elle a changé de formes. Enfin, la corrélation entre le chômage (le prétexte) et les emplois féminins n'est pas prouvé, les femmes occupant, en grande majorité, des postes créés par l'évolution du travail. La politique prônée par le Front National irait ainsi contre les droits et les désirs de plus de la moitié de la

population. Au lieu de rendre le travail des femmes plus difficiles, il faut rendre, au contraire, de plus en plus compatibles, la vie familiale et la vie professionnelle.

VI – Une vision étroitement nationaliste de la culture

Il n'est pas étonnant que le Front National achève son programme par la politique culturelle. Elle a, en effet, une place éminente « dans le carré diabolique de la destruction de la France, menée par les politiciens de l'établissement ». A « l'extinction biologique » de la France, « la submersion migratoire », « la disparition de la Nation », s'ajoute le quatrième côté, le « génocide culturel ». Le Front National fait partir « l'entreprise de liquidation de nos racines », de la « culture Malraux » aboutissant à la « culture Lang » qui « refuse toute idée du beau, toute hiérarchie, toute profession de l'activité artistique à élever l'âme et l'esprit ! ». Le principe de ce qui devrait être une politique culturelle pour le Front National est simple : « Le rôle du politique sera donc de faire respecter et conforter l'identité culturelle de la Nation. »

Pour cela, les Lepénistes plaident pour la suppression du Ministère de la Culture, remplacé par un Ministère des Beaux-Arts. Le programme prévoit de réserver les subventions publiques « aux créations artistiques qui respectent notre identité nationale comme les valeurs de notre civilisation ». Les financements de fonds ou d'établissement « inutiles » seraient supprimés. Parmi ces derniers, il cite particulièrement les fonds régionaux d'art contemporain (F. R. A. C.). »

Le patrimoine reste la principale préoccupation du parti d'extrême-droite. Les héritiers de demeures historiques devraient bénéficier d'une législation fiscale favorable. Le Front National veut développer, en effet, le mécénat privé, en réformant le régime fiscal des fondations. Un Conseil de défense de la langue française serait créé « pour s'opposer au jargon et au franglais qui envahissent notre langue » et des sanctions seraient renforcées pour atteintes délibérées à la langue française ».

Pour ce qui est du théâtre, le Front National, à sa manière, vise « la fin du sectarisme ». Il propose, entre autres, la révision complète de la programmation du festival d'Avignon : « la caution de « bonne tenue intellectuelle » est invariablement assurée par les staliniens, les tenants de l'absurde et les nihilistes de service, tels Brecht, Kafka ou Beckett (...). On ne peut se satisfaire d'un théâtre qui, sur le plan moral et politique, ne se préoccupe que de racisme, de colonialisme (Aimé Césaire), de

nazisme (Thomas Bernhardt), de fascisme (Antonio Tabucchi ». Le Front National préconise d'autres écrivains comme Paul Morand ou le poète Saint-Pol Roux, ou quelques auteurs dramatiques moins connus : André Jossset, Jean Yole, Tanguy Malemanche. Michel Vinaver est le seul auteur vivant, recommandé par le programme du Front National.

La promotion de « toutes les bonnes musiques » est encouragée notamment par l'apprentissage du chant choral et l'opérette. En revanche, il refuse au rap et à la techno, le statut d' « expressions musicales », et leur dénie naturellement tout soutien public. Le système de l'avance sur les recettes pour le cinéma devrait être réformé.

La « discrimination culturelle » proposée par le Front National est une **négation des formes contemporaines de l'art et des expressions artistiques**. Dans tout système démocratique, l'art peut être promu et aidé par l'Etat, mais la production et les œuvres ne peuvent pas être le résultat d'un programme idéologique précis. Le Front National propose surtout de défendre un art officiel, tout en prétendant le contraire, qui aurait pour fonction de préserver les traditions. La conception que le Front National se fait de la culture est ainsi une conception tournée vers le passé, le folklore et les traditions, qu'il faut savoir défendre, certes. Mais, en oubliant la dimension avant-gardiste de l'art, il oublie volontairement l'un des moyens par lesquels la France a pu avoir un réel prestige international, car toutes les grandes écoles artistiques passées ont été, en leur temps, des avant-gardes...

La remise en cause de l'avance sur recettes pour le cinéma aurait pour **conséquence de rendre plus difficile la survie du cinéma français**. Il **privilégierait inévitablement, par contraste, les formes les plus commerciales du cinéma**. En particulier, étant donné l'environnement concurrentiel qui existe, il aurait pour effet de privilégier les productions les plus proches du modèle commercial américain de cinéma. Etrange façon de promouvoir la culture française... alors que le Front National dénonce, par ailleurs, l'américanisation de la culture...

Combattre le Front National

Le combat contre le Front National doit être idéologique, mais pas seulement. Sur l'essentiel, même s'il faut rappeler que le Front National est raciste, il faut savoir que l'état de désespoir de certains milieux les rend de plus en plus insensibles à l'argument « moral ». Pour mieux contrer le Front National, il faut également savoir méthodiquement exploiter les failles, très nombreuses, de son programme.

Il est clair que le Front National tente d'adopter, actuellement, une stratégie de respectabilité, en adoucissant son discours et en présentant une version aseptisée de ses idées. Mais, il ne faut pas confondre les habiletés de la communication politique avec la logique profonde des positions politiques. Elles n'ont pas changé. Elles sont même structurées par une très ancienne pensée, celle de la droite réactionnaire depuis plus de deux siècles... Cela peut-être démontré concrètement point par point.

